

**D 46 BRÉSIL : DÉCLARATIONS DES PRISONNIERS POLITIQUES DE SÃO PAULO
À LA VEILLE D'UNE DEUXIÈME GRÈVE DE LA FAIM**

Au peuple brésilien,

Comme on le sait, les prisonniers politiques de São Paulo se trouvent depuis trois ans entassés à la prison Tiradentes. Construit au siècle dernier, ce pénitencier n'offre pas la moindre condition d'hygiène. Des centaines de rats tiennent compagnie aux prisonniers; les parois des cellules sont fissurées et menacées par les infiltrations permanentes d'eau. En plus de ces très mauvaises conditions d'incarcération, les prisonniers politiques sont en butte à toutes sortes d'actes arbitraires de la part de la Direction du pénitencier, et ce avec la complicité des autorités militaires.

Le 11 mai dernier, l'arbitraire a atteint un degré insoutenable : cinq prisonniers politiques ont été transférés au pénitencier d'État, où ils ont été mis au régime pénitentiaire le plus rigoureux - mesure illégale quand il s'agit de prisonniers politiques - et isolés au milieu de 1.200 prisonniers de droit commun. Dans les jours suivants, dix autres prisonniers politiques devaient également être transférés au pénitencier d'État.

Il n'était plus possible d'accepter cet isolement. En premier lieu, parce que les prisonniers politiques ont droit à un régime spécial de prison; ce régime n'a jamais été accordé à la prison Tiradentes, et les conditions d'incarcération au pénitencier d'État sont encore pires, par suite du non respect de la loi de la part des responsables. En second lieu - et c'est la raison la plus sérieuse - parce que l'isolement représente le premier pas vers l'élimination physique des prisonniers politiques. C'est ce qui est arrivé à Rubens Paiva, à Eduardo Leite et à tant d'autres déjà morts ou "disparus" dans un accident, au cours d'une évasion ou d'un soi-disant enlèvement. Sinistre coïncidence : le directeur pénal du pénitencier d'État qui est actuellement le Dr Luiz Gonzaga Barbosa, est précisément celui qui, dans l'après-midi du 25 octobre 1970, a procédé au remaniement des prisonniers politiques se trouvant dans les cellules du DOPS (Département d'ordre politique et social). Le but de ce remaniement était d'isoler dans la cellule n° 1 le camarade Eduardo Leite, afin de permettre au fameux "Escadron de la mort" de l'extraire de cet endroit à O H 50 du 27 octobre suivant. Comme on le sait, Eduardo Leite a "disparu" jusqu'au 8 décembre 1970, jour où il a été tué alors qu'il opposait de "la résistance au moment de son arrestation".

Il n'était plus possible d'accepter passivement l'isolement. Aussi à O H du 12 mai 1972, nous avons commencé une grève de la faim qui ne se terminera qu'avec la cessation de l'isolement des prisonniers. Les repréailles commencèrent aussitôt : le même jour, treize autres prisonniers politiques étaient transférés au pénitencier d'État; le 15, dix-sept autres étaient transférés à la Maison d'arrêt, et deux autres les rejoignaient le 17. Ce même jour, le prisonnier politique Ivan A. Seixas, âgé de 17 ans, était emmené à l'Opération Bandeirantes en repréailles pour sa participation à la grève de la faim, et isolé dans les mêmes salles de torture où, en avril 1971, il avait vu son père Joaquín Alencar Seixas assassiné après des sévices indescriptibles. Sa mère Fanny Seixas et ses soeurs Iara et Ieda, sont également en prison depuis plus d'un an sans que leur procès soit instruit. Quant aux prisonnières politiques qui ont également participé à la grève de la faim, certaines étaient tellement affaiblies qu'elles durent être internées d'urgence à l'hôpital militaire. La prisonnière politique Marli, qui se trouvait à la prison Tiradentes, a été transférée au DOPS par mesure

de représailles, soumise à une très forte pression psychologique et menacée de subir les tortures pratiquées de façon tristement habituelle dans cet organisme de la police.

Mais le 17 mai, au sixième jour de la grève de la faim, un représentant des autorités pénitentiaires vint à nous et après avoir déclaré qu'il avait "carte blanche" pour résoudre le problème, donna sa parole d'honneur, au nom de ces autorités, qu'il répondrait favorablement à notre revendication. Il s'est solennellement engagé à réunir tous les prisonniers politiques de São Paulo à la Maison d'arrêt, et à transférer les prisonniers politiques au pénitencier féminin ou à un endroit voisin afin de permettre aux prisonniers d'une même famille (mère et fils, frère et soeur, mari et femme) de continuer à se rencontrer chaque semaine. Nous avons cru à la parole donnée, et nous avons interrompu notre grève de la faim dans l'attente de l'accomplissement de la promesse faite.

Aujourd'hui, vingt-trois jours après cette date, nous constatons une fois de plus le manque de respect pour les normes de la dignité humaine de la part de ceux qui nous maintiennent en prison. A la bonne volonté que nous avons démontrée en accordant notre confiance à la parole d'un haut représentant de ceux qui détiennent le pouvoir dans notre pays - il s'agissait du Dr Werner Rodrigues, directeur du Département des Instituts pénaux de l'État de São Paulo (DIPE) - il n'a été répondu depuis le début que par des manoeuvres et des subterfuges. Empreints de la sérénité de ceux qui sont du côté de la justice véritable, et conscients de la défense de nos droits, nous avons porté à la connaissance de l'opinion publique notre refus des manoeuvres dont nous étions victimes et nous avons réclamé une fois encore l'accomplissement de l'engagement signé antérieurement. Mais à notre demande adressée aux maîtres du pouvoir, il n'a été répondu que par la violence irrationnelle qui est la leur : six prisonniers politiques ont été emmenés au pénitencier de la ville de Presidente Wenceslau, aux confins de l'État de São Paulo. Le septième de liste n'a pu être emmené, car il se trouvait dans des conditions déplorables de santé et soumis à un traitement d'urgence à la Maison d'arrêt. D'ailleurs, le mépris de la vie humaine de la part de nos bourreaux se manifeste en toute occasion : alors que des demandes pressantes étaient faites pour que ce prisonnier soit emmené à l'hôpital, on a au contraire essayé de l'isoler à Presidente Wenceslau; cette mesure n'a pas été suivie d'effet en raison de la situation alarmante du prisonnier et l'ordre de transfert a été rapporté quelques heures seulement avant son exécution. Parmi ceux qui ont été emmenés à Presidente Wenceslau se trouvent les trois religieux dominicains, par mesure évidente de représailles contre l'Église qui, au Brésil, a joué un rôle courageux en faveur des opprimés.

Aussi, avec une fermeté accrue, nous avons recommencé à zéro heure d'aujourd'hui la grève de la faim que nous avions interrompue sous condition. Nous ne réclamons rien d'autre que la garantie pour notre intégrité physique en exigeant la cessation de l'isolement auquel nous sommes soumis, ainsi que le respect de l'accord signé le 17 mai 1972 par le Directeur du Département des Instituts Pénaux de l'État de São Paulo.

Nous ne cesserons notre grève de la faim que lorsque nous serons réunis aux autres prisonniers politiques de São Paulo et que nous aurons la garantie des visites pour les prisonniers d'une même famille. La réunification des prisonniers doit se faire à la prison Tiradentes, exclusivement destinée aux prisonniers politiques, conformément à la décision de M. Nelson Fonseca, juge de l'application des peines et la police judiciaire de São Paulo, prise à la date du 5 novembre 1971.

Nous n'avons plus confiance en la parole de qui que ce soit - aux jours sombres qui sont les nôtres - parole donnée non suivie d'effet ! Nous n'acceptons comme médiateur que son Excellence l'Archevêque de São Paulo, Dom Paulo Evaristo Arns, qui a déployé ses efforts pour la défense des droits qui nous sont refusés.

Maison d'Arrêt de São Paulo, le 9 juin 1972

(NdT : à la date du 22 juin, la grève de la faim continuait toujours, sans perspective de solution)